

Bataille d'Austerlitz

D'un autre côté, les institutions intérieures de la Hollande n'offraient pas assez de garanties contre l'influence étrangère. Que le grand pensionnaire vînt à mourir, par exemple, on courait risque de voir les agents anglais intervenir directement ou indirectement pour faire élever à la dignité suprême une de leurs créatures.

Il fallait donc donner à la Hollande une organisation permanente; il fallait que cette organisation resserrât les liens qui l'attachait à la France.

L'empereur avait à peine conçu un projet, qu'il le mettait à exécution. Par ses ordres plutôt que par leur propre volonté, les états-généraux envoyèrent à Paris une députation chargée d'offrir le trône au prince Louis Bonaparte.

En conséquence, un décret impérial du 9 juin donna la couronne héréditaire de Hollande au prince ostensiblement choisi par les états et secrètement désigné par Napoléon.

En remettant la couronne à son frère, l'empereur lui avait dit : « Ne cessez jamais d'être Français.

Ces paroles contenaient toute sa pensée politique ; le royaume de Hollande ne devait être qu'un annexe du grand empire.

Pour mieux faire sentir à Louis que son titre de roi ne l'empêchait pas d'être sujet de la France, il lui laissa la dignité de comte, le conservant ainsi parmi ses lieutenants.

De même, en donnant à Joseph l'investiture du royaume de Naples, il le maintenait dans la dignité de grand-électeur, ayant hautement l'intention de conserver à la France sa suprématie, et de consolider la puissance nationale par un grand système fédératif, qui assurerait à l'empire le concours efficace des royaumes conquis et des rois nouvellement couronnés.

On n'a vu qu'une pensée d'ambition personnelle dans cette prudente réserve, qui retenait sous sa main les souverains qu'il avait faits ; c'était une grande et féconde pensée politique, une pensée d'unité, d'où devait sortir pour les nations régénérées une force qui leur manquait.

Les luttes et les révolutions politiques avaient morcelé des peuples appartenant par leur langue, leurs mœurs et leur position géographique à la même famille.

Napoléon voulait leur concentration en un seul corps de nation. L'Italie, par exemple, au lieu d'être partagée en une foule de petits états, aurait formé un royaume compact de quinze millions d'habitants.

Les réunions à l'empire de diverses parties de la Péninsule, n'étaient à ses yeux que temporaires, n'ayant d'autre but que de rompre les barrières qui séparaient les peuples et de hâter leur éducation politique pour arriver plus facilement à une fusion.

Donner un seul roi à toute l'Italie, avec Rome pour capitale, voilà quel était son projet. La Péninsule espagnole eût subi la même transformation. Le Portugal, royaume insignifiant et faible, qui ne se maintient qu'en demeurant l'esclave de l'Angleterre, serait devenu une province de la Péninsule, et quinze millions d'habitants se seraient trouvés réunis dans les mêmes intérêts et gouvernés par les mêmes lois.

Enfin, l'Allemagne, ce pays du morcellement, ce pays aux cent princes et aux cent gouvernements, aurait été fortement concentrée dans une seule main, soumise à une législation unique, fortifiée par l'unité d'intérêts, de principes, de sentiments ; c'était encore une po-

pulation de trente millions d'habitants recevant une vie politique nouvelle et de nouvelles destinées.

Ainsi ramenées à l'état de grandes nations, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, appuyés par la France, et lui donnant leur appui, formaient, dans le centre et le midi de l'Europe, un contrepoids aux nations du nord.

C'était, sans contredit, une magnifique conception ; c'était montrer une profonde intelligence des besoins moraux des peuples et de leurs intérêts bien entendus ; c'était surtout simplifier la politique et hâter la civilisation en diminuant les causes de guerre et les motifs de ressentiment.

Mais pour exécuter cette œuvre difficile, il fallait une impulsion unique, il fallait que la France exerçât une espèce de dictature temporaire, sans laquelle on ne pouvait faire taire la voix des intérêts locaux, des passions individuelles et des habitudes acquises.

C'est ce qui justifiait la suzeraineté que se réserva Napoléon sur les rois créés par sa puissance, et la domination qu'il continua d'exercer sur les nations qu'il entraînait dans son orbite.

Malheureusement, il ne ménagea pas assez l'amour-propre des peuples : ils ne pouvaient être initiés aux secrets de son génie ; mais ils comprenaient parfaitement une chose, c'est qu'ils étaient soumis à une domination étrangère ; ignorant le but, ils ne voyaient que les moyens, et ces moyens offensaient la fierté nationale, et soulevaient des ressentiments qui éclatèrent tous à la fois.

Napoléon crut avoir gagné les pays alliés parce qu'il avait entraîné à lui les hommes officiels. Cette erreur devait lui être partout funeste.

Rappelons encore une autre de ses illusions. Il s'imaginait, en proportionnant à la sienne l'élévation de sa famille, se créer des appuis, et se créer une force extérieure.

— Je sentais, a-t-il dit, mon isolement ; je jetais de tous côtés des ancrs de salut au fond de la mer. Quels appuis plus naturels pour moi que mes proches ?

Etrange égarement du génie méfiant de lui même ! Napoléon n'était isolé que parce qu'il s'était élancé dans une région trop élevée pour que d'autres pussent y atteindre.

Le colosse s' imagine qu'il va se fortifier en appelant autour de

de lui quelques pygmées; et ils ne serviront qu'à entraver sa marche, pour ensuite être écrasés dans sa chute.

Que sont devenus les ancres de salut? La première tempête les a entraînés. Napoléon, grand par lui-même et par le peuple français, ne pouvait se soutenir que par lui-même et le peuple. Mais entre le peuple et lui il jeta une foule de rois et de dignitaires; et il prit l'éclat pour la puissance, tandis que réellement il ne faisait que s'affaiblir en s'éloignant de la source de ses grandeurs.

Ce fut par suite de cette fatale préoccupation que l'empereur prononça en faveur de Murat la cession en toute souveraineté des duchés de Clèves et de Berg, que Bernadotte fut investi de la principauté de Ponte-Corvo, Talleyrand de la principauté de Bénévent, et Berthier de la principauté de Neufchâtel.

Enfin pour compléter une pensée malheureuse, un décret impérial érigea en duchés les provinces de Dalmatie, Istrie, Frioul, Cadore, Bellune, Conégliano, Trévisé, Feltre, Bassano, Vienne, Padoue et Rivigo.

Six autres grands fiefs de l'empire furent institués dans le royaume de Naples et de Sicile, avec le titre de duché, et les mêmes avantages et prérogatives que ceux institués dans les provinces vénitienes.

En même temps, la princesse Pauline Borghèse, sœur de Napoléon, recevait le duché de Guastalla, et Stéphanie Beauharnais, nièce de Joséphine, épousait le prince héréditaire de Bade.

Durant ces entrefaites était survenu un événement qui paraissait devoir amener des résultats très-importants, et qui en définitive n'apporta aucun changement à la politique générale de l'Europe.

L'implacable ennemi de la France, le négociateur et le soutien des coalitions, William Pitt, était mort le 23 janvier. Sa santé, ébranlée par la bataille de Marengo, reçut le dernier coup de la journée d'Austerlitz, tant il y avait de passion dans la politique de cet homme, qui avait passé sa vie à conspirer la ruine de la France et à préparer ses triomphes.

Il mourut de douleur, en prononçant ces mots; « O mon pays ! »

Il fut remplacé au ministère par son grand rival parlementaire, Charles Fox, qui s'était toujours montré partisan de la paix; et ce choix fit croire partout que la guerre avec la France, allait bientôt cesser.

En effet, peu de temps après, des conférences s'engagèrent. Elles

avaient été provoquées par une démarche de l'ox qui ne ressemblait en rien aux actes de l'administration précédente.

Un aventurier français lui avait offert d'assassiner l'empereur ; Fox indigné, en donna avis à Napoléon.

Il s'ensuivit une correspondance, d'abord de courtoisie, ensuite d'affaires. Lord Yarmouth, qui se trouvait retenu en France depuis la rupture de la paix d'Amiens, et dont Fox avait obtenu le retour en Angleterre, devint l'intermédiaire entre les deux gouvernements.

Le cabinet anglais voulait le concours de la Russie à la négociation ; l'empereur s'y refusa. Par suite de ce différend, les négociations restèrent suspendues.

Pendant leur interruption, un envoyé russe, d'Oubril, était arrivé à Paris, sous prétexte d'arrangements relatifs aux prisonniers de guerre, mais en réalité pour traiter d'un accommodement entre les deux puissances.

On l'accueillit avec empressement ; les négociations furent conduites avec promptitude, et le 20 juillet, la paix entre la France et la Russie fut signée par d'Oubril et Talleyrand.

Rien ne s'opposait plus à la reprise des conférences avec le cabinet britannique. Il fut convenu que l'Angleterre garderait Malte et le Cap, et qu'elle restituerait toutes les autres colonies ; la France s'engageait de son côté à restituer le Hanovre, et à faire agréer cette clause à la Prusse en lui offrant une indemnité équivalente.

Lord Yarmouth traitant avec bonne foi, et Napoléon désirant sincèrement la paix, la négociation prenait une tournure favorable, lorsque Fox tomba dangereusement malade, et bientôt après mourut.

Aussitôt le parti de la guerre reprit le dessus à Londres. Lord Yarmouth fut remplacé par lord Landerdale ; les bases convenues furent changées ; l'Angleterre prétendait garder toutes ses conquêtes et reprendre le Hanovre.

La négociation tourna bientôt dans un cercle sans issue : il était facile d'en prévoir le résultat. Napoléon venait d'ailleurs d'augmenter son influence par une mesure politique qui ajouta singulièrement aux ressentiments et aux craintes de ses adversaires.

Toujours préoccupé de son grand système fédératif, il poursuivait en Allemagne le plan d'unité qu'il avait préparé en Hollande et

en Italie. Au mois d'avril, il avait transmis à Talleyrand une note ainsi conçue :

« Faire un nouvel état au nord de l'Allemagne, qui soit dans les intérêts de la France ; qui garantisse la Hollande et la Flandre contre la Prusse, et l'Europe contre la Russie. Le noyau serait les duchés de Berg, de Clèves, Hesse-Darmstadt, etc. ; chercher en outre dans les entours tout ce qui pourrait y être incorporé, pour pouvoir former un million ou douze cent mille âmes. Y joindre si l'on veut le Hanovre. Y joindre dans la perspective Hambourg, Brême et Lubeck. Donner la statistique de ce nouvel état. Cela fait, considérer l'Allemagne comme divisée en huit états : Bavière, Bade, Wurtemberg et le nouvel état ; ces quatre dans l'intérêt de la France. D'un autre côté, l'Autriche, la Prusse, la Saxe, Hesse-Cassel. D'après cette division, supposez qu'on détruit la constitution germanique, et qu'on annule, au profit des huit grands états, les petites souverainetés, il faut faire un calcul statistique pour savoir si les quatre états qui sont dans les intérêts de la France, perdront ou gagneront plus à cette destruction que les quatre états qui n'y sont pas. »

Cette première donnée devint, avec de grandes modifications, la base de la confédération du Rhin.

Les princes et les états allemands du sud-ouest, surtout ceux que la puissance française avait élevés ou agrandis, n'appartenaient presque plus à l'empire germanique ; ou plutôt, à vrai dire, depuis 1795, l'empire germanique n'existait plus ; cette vieille constitution fédérative tombait en dissolution ; il n'y avait plus parmi les états du corps germanique ni patrie commune, ni intérêts communs ; et quoiqu'il y eût partout des allemands sous le nom de Prussiens, d'Autrichiens, de Bavaois, etc., il n'y avait plus d'Allemagne.

D'ailleurs la position nouvelle qu'avait faite à plusieurs de ces princes leur alliance avec la France, brisait les derniers liens d'une communauté devenue illusoire. Il fallait régler sur de nouvelles bases leurs rapports soit avec leur nouvel allié, soit avec leurs anciens confédérés. Tel était l'état de choses que Napoléon voulait faire servir à ses projets.

Talleyrand entama des négociations avec les différents états situés sur le Rhin, et ces négociations eurent pour résultat la fameuse convention connue sous le nom de confédération du Rhin.

Par cet acte, les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur

de Ratisbonne, archi-chancelier de l'empire germanique, l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilburg, de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Salm et Salm Kyrburg, d'Ysemburg-Birstein, de Lichtenstein, le duc d'Arenberg et le comte de la Leyen, séparèrent à perpétuité leurs états du territoire de l'empire germanique, et s'unirent entre eux par une confédération particulière sous le nom d'états confédérés du Rhin.

Les intérêts communs de la confédération devaient être traités dans une diète dont le siège était à Francfort, sous la présidence de l'électeur archi-chancelier qui prenait le titre de prince-primat. Il est important de remarquer que l'archi-chancelier, primat de Germanie, venait de choisir pour coadjuteur le cardinal Fesch, oncle de Napoléon.

L'empereur des Français était proclamé protecteur de la confédération, et, en cette qualité, au décès du prince-primat, il nommait son successeur. Il y avait entre l'empire français et les états confédérés, collectivement et séparément, une alliance en vertu de laquelle toute guerre continentale, que l'une des parties aurait à soutenir, deviendrait immédiatement commune à toutes les autres.

Le contingent de chaque confédéré, pour le cas de guerre, était ainsi fixé : la France deux cent mille hommes de toutes armes ; la Bavière trente mille ; le Wurtemberg douze mille ; Bade huit mille ; Berg et Clèves cinq mille ; Darmstadt quatre mille ; les Nassau et autres princes quatre mille.

Le 1<sup>er</sup> août, les confédérés annoncèrent à la diète de Ratisbonne leur séparation du corps de l'empire ; l'empereur Napoléon déclara aussi à la diète qu'il ne reconnaissait plus l'existence de la constitution germanique,

L'Autriche ne vit pas sans ombrage une convention qui introduisait d'une manière fixe et régulière le protectorat français en Allemagne, et qui, par une conquête pacifique plaçait, pour ainsi dire au sein de ses états, son redoutable rival. Mais à quoi bon protester, et comment appuyer ses protestations ? La Russie ne venait-elle pas de signer la paix ? Impuissant et vaincu, François II se résigna. Complétant même l'acte de Napoléon, il renonça par une déclaration du 6 août au titre et aux fonctions d'empereur d'Allemagne, déclara dis-



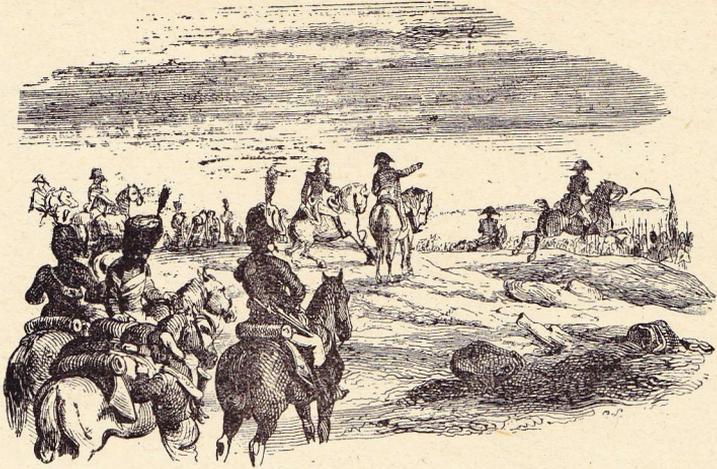
sous les liens qui l'avaient attaché à l'empire germanique, délia les électeurs, princes et états de leurs devoirs envers lui, incorpora ses provinces allemandes à ses états autrichiens, et commença, sous le nom de François 1<sup>er</sup>, la série des empereurs d'Autriche.

Ainsi s'accomplit sans secousse ce grand acte de régénération dont malheureusement l'Allemagne ne comprit pas les bienfaits. On ne fit attention qu'à une chose, l'espèce de suzeraineté que prenait la France et le haut protectorat qui menaçait l'indépendance nationale. Mais cette indépendance, qu'était-elle ? ou était la nation ?

Elle n'était assurément pas dans cette vieille constitution germanique qui n'existait que de nom, vain assemblage de petites souverainetés, obligées d'épouser les querelles de l'Autriche et de la Prusse, n'ayant ni une individualité qui leur fût propre, ni une pensée commune, et détruisant la nationalité par le morcellement, sans la soutenir par des efforts combinés.

La nationalité allemande ! c'est ce que cherchait à constituer Napoléon, parce qu'il savait qu'il y aurait plus à compter sur l'alliance d'un peuple formé par lui, que sur celle des souverains qui lui avaient déjà donné tant de preuves de mauvais vouloir et de mauvaise foi. Sans doute, il ne lui était pas indifférent d'augmenter ses forcés de soixante mille hommes qu'amenaient les confédérés ; mais ses vues politiques s'étendaient plus loin.

En se réservant d'admettre dans la confédération d'autres princes et états d'Allemagne, il créait à l'intérêt national un centre commun ;



par l'agglomération il constituait l'unité d'existence, de sentiments, de forces ; par les sécularisations, par l'extinction de cette foule de petites souverainetés qui divisaient les peuples à l'infini, il préparait une communauté de vie, de lois, d'habitude, d'intérêts ; il formait une nation. La confédération du Rhin fut une des plus belles conceptions de Napoléon ; et même après qu'elle a été détruite par ceux-là même auxquels elle faisait une patrie, elle a laissé derrière elle de bien-faisants résultats qui seront, à n'en pas douter, développés dans l'avenir.

## CHAPITRE XXVII

---

### Bataille d'Iéna

Les chancelleries européennes virent avec effroi le surcroît d'influence que donnait à Napoléon la confédération du Rhin. Le parti

de la guerre l'emporta partout, en Russie, en Angleterre, en Prusse.

D'Oubril, arrivé à Saint-Petersbourg le 6 août, fut mal accueilli : on prétendit qu'il avait outrepassé ses pouvoirs. Alexandre refusa de ratifier le traité.

Lord Landerdale s'en montra plus exigeant, et demanda ses passeports qui lui furent délivrés. L'empereur partit de Paris le 25 septembre. La Prusse se jetait en aveugle au-devant de ses coups.

La conduite de cette puissance était depuis long-temps équivoque ; cela tenait à plusieurs motifs. Le roi, par ses sympathies personnelles, était entraîné vers la coalition ; mais la politique le retenait dans l'alliance française.

Témoin des désastres successifs qui avaient accablé la maison d'Autriche, il avait, depuis le traité de Bâle, eu plus d'une fois occasion de se féliciter d'être resté étranger à des luttes de plus en plus désastreuses pour les ennemis de la France.

Son intérêt d'ailleurs bien entendu lui faisait un devoir de persister. Laisser l'Autriche se compromettre et s'affaiblir, en même temps que la Prusse se fortifiait pas l'alliance française, c'était ce que lui prescrivaient les règles les plus simples de la politique.

Jusqu'en 1804, il suivit franchement cette voie, et s'en trouva bien. Mais à cette époque, les passions commencèrent à s'agiter autour de lui : on se prit à envier la gloire de la France ; les vieux compagnons de Frédéric s'indignaient d'être condamnés au repos au milieu du bruit général des armes ; à la cour, tout le monde, excepté le roi, faisait hautement des vœux pour les coalisés ; à l'armée, officiers et soldats appelaient la guerre, et, dans le cabinet, Haugwitz seul prenait le parti de la France.

Le voyage de l'empereur Alexandre, en 1805, exalta encore les esprits. Le roi s'était laissé entraîner et avait secrètement signé le traité de Potsdam ; mais la bataille d'Austerlitz le fit encore changer ; Haugwitz lui rapporta le traité de Vienne.

Il fut accueilli par un cri unanime de réprobation ; le roi seul lui prêtait un appui chancelant. Mais le roi était assailli de constantes plaintes, d'ardentes supplications ; il était facile de prévoir qu'il ne pourrait résister long-temps à ce mouvement intérieur.

A la tête des partisans de la guerre se plaçait hautement la reine, jeune, belle et enthousiaste. Excitées par son exemple, toutes

les nobles dames prêchaient la croisade contre la France ; les réunions de la cour n'étaient plus que de conciliabules politiques.

Le prince Louis de Prusse, jeune homme arrogant et présomptueux, fier de ses forces corporelles et de ses qualités gymnastiques, ne parlait que d'anéantir les Français. Oubliant sa dignité et méprisant toutes convenances, il s'en alla, accompagné d'une foule d'étourdis, briser les fenêtres de l'hôtel d'Haugwitz et aiguiser son sabre aux portes de l'ambassadeur français.

Répondant à l'appel de la noblesse et de l'armée, les journaux, les écrivains publiaient de belliqueuses harangues. La reine, vêtue de l'uniforme du régiment qui portait son nom, passait des revues, parcourait à cheval les rangs des soldats, les excitant à combattre et leur rappelant les exploits des soldats du grand Frédéric.

Le délire était universel ; il ne fut pas possible au roi de résister plus long-temps. Lui-même n'était pas fâché de cette contrainte. L'empereur Alexandre lui promettait l'envoi immédiat de soixante dix mille hommes, et s'engageait à les suivre en personne, à la tête d'une armée d'élite.

L'Angleterre, heureuse de former une quatrième coalition, laissait en suspens la question du Hanovre, et faisait cesser les démonstrations hostiles dont elle avait fait grand bruit contre la Prusse pour recouvrer cette province.

Le cabinet de Berlin voulut aussi entraîner l'Autriche ; mais les blessures de cette puissance étaient trop récentes ; elle n'osait pas se risquer avant que la coalition n'eût obtenu quelques succès.

La Prusse travaillait aussi à soulever l'Espagne et le Portugal ; en même temps elle mettait ses armées en mouvement, depuis le Niémen jusqu'au Weser. La garnison de Berlin, sous les ordres du duc de Brunswick, quitta la capitale, escortée par les habitants qui poussaient des cris de joie et de victoire. On eut dit une fête nationale.

Mais Napoléon n'était pas pris au dépourvu. Les armées victorieuses d'Ulm et d'Austerlitz, restées dans leurs cantonnements, étaient prêtes à entrer en campagne. Le 17 septembre, le corps de Bernadotte s'était concentré vers Bareuth et Cobourg. Le 18, les détachements de la cavalerie de la garde s'acheminaient de Paris vers le Rhin. Les 19, 20 et 21, l'infanterie de la garde partit pour

l'Allemagne dans des voitures à relais. Les ordres se succédaient avec rapidité et s'exécutaient avec ensemble : dès le 20, tous les corps de la grande armée étaient en mouvement, s'avancant avec confiance vers leurs destinations respectives. Le roi de Bavière mit un grand empressement à fournir ses trente mille combattants.

De leur côté, les petits états qui dépendaient de la Prusse, se joignaient à elle. L'électeur de Hesse-Cassel mettait son armée sur le pied de guerre ; l'électeur de Saxe ajoutait dix-huit mille hommes aux forces de la Prusse, mais ce n'était qu'avec la plus grande réugnance, et pour éviter une invasion.

Il ne put cependant s'en préserver ; les armées prussiennes entrées en Saxe à titre d'alliées, s'y comportèrent comme en pays conquis et firent éprouver aux habitants les plus cruelles vexations. Ce fut le signal de la guerre, comme l'avait été, en 1805, l'occupation de la Bavière par les Autrichiens.

Jusque-là cependant les négociations continuaient entre les deux puissances, lorsque, le 7 octobre, Napoléon, arrivé à Bamberg, reçut l'ultimatum de la Prusse, contenant l'injonction d'évacuer l'Allemagne par journées d'étapes et sans aucun délai. On demandait une prompt réponse qui, dans tous les cas, devait parvenir au quartier-général du roi, le 8 octobre.

A une note aussi audacieuse, Napoléon sourit de pitié.

— Maréchal, dit-il à Berthier, on nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8, jamais un Français n'y a manqué ; mais il y a dit-on, une belle reine qui veut être témoin des combats ; soyons courtois, et marchons, sans nous coucher, vers la Saxe.

En effet, la reine de Prusse était à l'armée, habillée en amazone avec l'uniforme de son régiment de dragons ; et la présence de leur souveraine, dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté, excitait chez les Prussiens un enthousiasme difficile à décrire.

« Il semblait, dit le premier bulletin, voir Armide dans son égarement, mettant le feu à son propre palais. »

L'armée des Prussiens comptait cent quatre-vingt mille hommes ainsi répartis : L'avant-garde, forte de seize mille hommes, sous le commandement du duc de Weimar, occupait les défilés de la Franconie. L'aile droite, de vingt-trois mille hommes, sous le général Rü-

chel, était autour de Gotha. Le centre, fort de soixante-cinq mille hommes, et commandé par le fameux duc de Brunswick, avait son quartier-général à Erfurth. Le roi Frédéric-Guillaume et la reine y étaient présents. La gauche, sous le prince de Hohenlohe, était massé autour d'Iéna. Elle comptait cinquante huit mille hommes dont vingt mille Saxons.

L'avant-garde de ce corps, commandée par le prince Louis de Prusse, défendait les positions avancées de la Haute-Saale et le rete de Bamberg à Leipsig. Enfin, un corps de réserve de dix-huit mille hommes, aux ordres du duc Eugène de Wurtemberg, était cantonné derrière l'Elbe et s'appuyait sur Magdebourg.

Telle était la présomption des chefs prussiens, qu'au lieu d'attendre la venue des Russes, ils s'apprêtaient à prendre l'initiative de l'attaque. Assurés du triomphe, ils craignaient de le partager avec leurs alliés.

Le duc de Brunswick comptant que les Français l'aborderaient de front par la Franconie, voulait les prévenir et les surprendre en traversant la forêt de Thuringe, et en ouvrant la campagne dans la vallée de la Werra.

Mais Napoléon faisait rarement ce que prévoyait l'ennemi, et cependant il allait répéter une manœuvre qu'il avait déjà exécutée avec tant de succès à Ulm et à Austerlitz. Son armée, formée en colonnes devait tourner par la droite les communications des ennemis, déborder leur gauche et se placer entre eux et leur capitale. La petite ville de Géra, située près de l'Elster, sur la route de Bamberg à Leipsig, devait servir de pivot au mouvement de conversion de l'armée française sur les derrières des Prussiens. Elle se mit en mouvement, le 7 octobre, par trois routes différentes ; l'aile droite devait passer la Saale à Hof, le centre à Saalbourg, et la gauche à Saalfeld.

Le 8, Saalbourg était enlevé par Murat ; le 9. Soult s'emparait de l'importante position de Hof ; le 10, Lannes rencontrait à Saalfeld l'avant-garde du prince Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse. Les ennemis ne comptaient guère que huit mille hommes, Lannes était suivi de vingt mille soldats.

Mais le prince Louis, plein de bravoure, et avide de se signaler il fit des efforts inouïs ; mais bientôt sa ligne fut dérobée et rompue

par son centre. Alors, la plus affreuse confusion se mit dans les rangs.

En vain le prince veut rallier les fuyards ; il n'est pas écouté. Pendant qu'il épuise en efforts inutiles, il est atteint par un maréchal-des-logis de hussards, nommé Guindet, qui lui crie de se rendre ; il répond en portant au hussard un vigoureux coup d'épée.



Guindet pare le coup et lui passe son sabre à travers la poitrine. Deux des aides-de-camp du prince, accourus pour le défendre, sont tués à ses côtés.

Ainsi le prince Louis fut une des premières victimes de

cette guerre dont il avait été l'un des plus ardents promoteurs. Enfin, pour compléter ces premiers succès, Bernadotte mettait en déroute à Schleitz le corps d'observation du général Tauentzien.

Tous les corps d'avant-garde de l'armée prussienne étaient battus ; les trois colonnes de l'armée française étaient presque entièrement passées sur la rive droite de la Saale ; la gauche de l'ennemi était débordée.

Brunswick épouvanté reconnut sa faute ; il se hâta d'évacuer la Thuringe et de revenir sur ses pas jusqu'à Weimar.

Croyant que les Français allaient droit à l'Elbe, il voulait les suivre en se couvrant des escarpements de la Saale, pour se concentrer au confluent de l'Unstrutt. Mais l'armée française continuant à prolonger sa droite, était sur les derrières de Brunswick, et lui fermait sa retraite.

On enlevait les convois de l'ennemi, on arrêtait ses courriers ; la route de Weimar à Berlin, principale communication des Prussiens, était interceptée. Enfin, leurs magasins, établis à Naumburg, tombèrent au pouvoir des Français.

Brunswick, qui avait espéré prendre l'initiative, se trouvait réduit à combattre pour regagner ses communications avec la capitale. C'é-

tait maintenant la grande armée qui saisissait les défilés de la Saale pour empêcher les Prussiens de passer.

Napoléon avait son quartier général à Géra ; il prévoit que le mouvement de l'ennemi en arrière doit amener une affaire décisive, et envoie à ses lieutenants les ordres et les instructions qui doivent assurer la victoire.

C'était Clarke qui les écrivait sous sa dictée. Quand ils furent tous achevés et expédiés, l'empereur eut avec Clarke une de ces conversations familières et presque intimes auxquelles il s'abandonnait volontiers dans l'intervalle de ses travaux.

— Dans trois ou quatre jours, dit-il, nous donnerons une bataille que je gagnerai. Elle me portera au moins à l'Elbe, et peut-être à la Vistule. Là, je donnerai une seconde bataille que je gagnerai de même. Alors.... alors, dit-il d'un air méditatif et la main sur le front... mais c'est assez ; ne faisons point de romans. Clarke, dans un mois vous serez gouverneur de Berlin, et on vous citera comme ayant été, dans la même année et dans deux guerres différentes, gouverneur de Vienne et de Berlin, c'est-à-dire des capitales d'Autriche et de Prusse. Et à propos, ajouta-t-il en riant, que vous a donné François pour avoir gouverné sa capitale ?

— Sire, rien du tout.

— Comment ! rien du tout ? C'est bien fort. Eh bien ! c'est donc à moi de payer sa dette.

Et il lui donna une assez forte somme pour acheter un hôtel à Paris, ou une terre dans les environs.

Cependant, les Prussiens continuant leur mouvement de retraite, cherchaient à rejoindre leurs magasins dont ils ignoraient encore la perte, et à reprendre les communications avec leur capitale.

Le roi et Brunswick, à la tête de soixante-cinq mille hommes, suivaient la route de Weimar à Fribourg ; Hohenlohe avec le corps saxo-prussien, fort de cinquante-cinq mille hommes, s'étendait de Weimar à Dornburg, en côtoyant la rive gauche de la Saale.

L'armée française faisant face à l'ennemi sans presque qu'il s'en doutât, se prolongeait depuis Naumbourg, où était Davoust avec trente-cinq mille hommes, jusqu'à Géra où se trouvait Napoléon. Par une singularité qui démontrait combien Brunswick s'était laissé trom-

per, les Français tournaient le dos à l'Elbe, et les Prussiens tournaient le dos au Rhin.

Ce renversement de positions s'était déjà présenté à Valmy. Entre les deux extrémités de la ligne française, Lannes, Ney, Murat et Augereau s'avancèrent sur Iéna. Lannes y entre le 13 octobre au matin, porte son avant-garde sur le plateau de Landsgrafenberg, et voit devant lui les ennemis rangés en bataille sur trois lignes. C'était le corps du prince Hohenlohe, occupant la plaine découverte située entre l'Ilm et la Saale.

Ce général voit sans s'émouvoir les Français sur le Landsgrafenberg ; les flancs de cette montagne sont tellement escarpés du côté d'Iéna, et si bien protégés par de profonds ravins, qu'elle est réputée inabordable pour l'artillerie.

Hohenlohe juge en conséquence qu'il n'a devant lui qu'un corps faible et isolé ; il passe la journée à prendre quelques précautions contre des attaques de flanc, et se promet de continuer sa retraite le lendemain.

Mais Napoléon est averti par Lannes de la présence de l'ennemi ; il se persuade qu'il va avoir affaire à toute l'armée prussienne, et prend la résolution d'aller lui livrer bataille.

Il prescrit à Ney de hâter sa marche, à Murat de se rendre promptement à Iéna avec sa cavalerie, à Bernadotte de marcher à Dornburg à Davoust de se rebattre de Naumbourg sur Appolda, afin de déborder la gauche de l'ennemi, et part lui-même de Géra à Iéna, à la tête de sa garde et accompagné du corps de Soult, fort de quarante mille hommes.

Le 13 au soir, il arrive à Iéna, et se rend de suite auprès de Lannes sur le plateau de Landsgrafenberg. Jugeant d'un coup-d'œil le parti qu'il peut tirer de cette position si imprudemment négligée par son adversaire, il décide de la faire servir de base à l'attaque.

Le mamelon de Landsgrafenberg, entouré de trois côtés par la Saale, le Rauh-Thal et le Muhl-Thal, est presque entièrement fermé du côté de la plaine par les bois de Kloswitz et de Kospoda.

Dans l'ouverture laissée par ces deux bois, Napoléon fait aussitôt élever deux redoutes, et place le corps de Lannes sur les pentes du Landsgrafenberg, afin de dérober aux Prussiens le mouvement de l'armée qui doit tourner la montagne, à droite et à gauche, pour se

# NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

# NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

---

**5<sup>e</sup> EDITION**

---



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS